



**Autorisation de travaux avec prescriptions**

Délivrée par le Maire

Dossier N° : **AT 038 179 18 1 0020**

Commune de Gières

15, rue Victor Hugo

38610 - GIERES

Tél : 0476894820 – Fax : 0476896903

Courriel : urbanisme@gieres.fr

Arrêté portant la référence N°**ARRURBA 027-19**

Déposée le : **20-12-2018**

par : UNIVERSITE GRENOBLE ALPES  
Monsieur LEVY Patrick  
CS 40700  
38058 GRENOBLE

Sur un terrain sis à : 1180 avenue Centrale  
38610 GIERES

Parcelle (s) : AD0036

**Objet** : Travaux de modifications de cloisonnement dans les bâtiments A et Z Stendhal  
(Établissement recevant du public de 1<sup>ère</sup> catégorie avec activités de type R et L)

**Le Maire de la COMMUNE DE GIERES**

Vu la demande d'autorisation de travaux susvisée,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.2212-2,  
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment l'article R.111-19-23 relatif au délai de deux mois à compter de la saisine des sous-commissions pour qu'elles prononcent leur avis,  
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, et notamment ses articles L.111-7 et suivants, R.111-19 et suivants, R.123-1, R.123-55, R.152-6 et R.152-7,  
Vu le décret 2006-555 du 17/05/06 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction,  
Vu le décret n° 73-1007 du 31/10/1973 relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur,  
Vu l'arrêté du 1/08/2006 modifié par l'arrêté du 30/11/2007 relatif aux articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création,  
Vu l'arrêté du 21/03/2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R.111-19-8 et R.111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations existantes ouvertes au public,  
Vu l'arrêté du 25/06/1980 portant règlement de sécurité (Livre 1),  
Vu l'arrêté ministériel du 04/06/1982 modifié relatif aux établissements recevant du public (établissements du type R),  
Vu l'arrêté ministériel du 05/02/2007 modifié relatif aux établissements recevant du public (établissements du type L),  
Vu l'arrêté préfectoral n°2009-05737 du 24 juillet 2009 portant règlement opérationnel des services d'incendies et de secours de l'Isère (défense incendie)  
Vu l'arrêté du 8 décembre 2014,  
Vu l'arrêté du 15 décembre 2014,  
Vu l'arrêté du 27 avril 2015,

Vu l'arrêté du 22 mars 2007 modifié par l'arrêté du 3 décembre 2007 relatif aux articles R. 111-19-21 et R. 111-19-24,  
Vu l'arrêté du 9 mai 2007 relatif à l'article R. 111-19 du code de la construction et de l'habitation,  
Vu l'avis favorable avec prescriptions de la sous-commission départementale de sécurité pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ERP/IGH dans sa séance du 7/03/2019, et notamment le procès verbal de séance du 07/03/2019 et le rapport technique d'étude de dossier en date du 05/03/2019, ci-annexés,

Considérant que la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées, n'ayant pas donné son avis dans les deux mois suivant sa saisine, est réputée avoir émis un avis favorable,

## **ARRÊTE**

### **Article 1**

L'autorisation de travaux est **ACCORDEE** pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve des prescriptions suivantes :

#### **Sécurité incendie :**

Les textes relatifs à protection contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur de la 5<sup>ème</sup> catégorie, sans fonction de sommeil, doivent être strictement respectés et notamment :

- l'arrêté du 25 juin 1980 portant règlement de sécurité (Livre I),
- l'arrêté ministériel du 04/06/1982 modifié relatif aux établissements recevant du public (établissements du type R),
- l'arrêté ministériel du 05/02/2007 modifié relatif aux établissements recevant du public (établissements du type L),
- le Code de la construction et de l'habitation (article R.123-1 à R.123-55, articles R.152-6 et R.152-7),
- l'arrêté préfectoral n°2009-05737 du 24 juillet 2009, portant règlement opérationnel des services d'incendie et de secours de l'Isère (défense incendie).

Les prescriptions de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie, en date du 07/03/2019, devront être strictement respectées et notamment :

**Ne pas effectuer ou faire effectuer, en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (article GN 13).**

**Les vérifications techniques doivent être effectuées par des organismes agréés par le ministre de l'intérieur dans les établissements des 1ère, 2ème, 3ème et 4ème catégories, pour tous les travaux soumis à permis de construire, ainsi que pour les travaux soumis à l'autorisation prévue à l'article L.111-8 (ancien R.123-23) du code de la construction et de l'habitation. Ces vérifications seront consignées dans un rapport de vérifications réglementaires après travaux (article GE 7 et GE 8).**

Les prescriptions relatives aux vérifications techniques assurées par des organismes agréés contiennent l'obligation faite au maître d'ouvrage de procéder aux contrôles et vérifications techniques relatives à la solidité, conformément aux textes en vigueur. Dans le cas où les modifications apportées à l'établissement ne concernent pas directement la structure de l'édifice, il appartient au maître d'ouvrage de prendre les dispositions nécessaires pour apprécier l'incidence

des travaux sur cette structure et en tant que de besoin, de faire effectuer ces vérifications relatives à la solidité par un organisme agréé.

A l'achèvement des travaux, devront être fournis à la commission de sécurité :

- une attestation par laquelle le maître d'ouvrage certifie avoir fait effectuer l'ensemble des contrôles et vérifications techniques relatifs à la solidité conformément aux textes en vigueur,
- une attestation du bureau de l'organisme agréé, lorsque son intervention est obligatoire, précisant que la mission solidité a bien été exécutée. Cette attestation est complétée par les relevés de conclusions des rapports de contrôle, attestant de la solidité de l'ouvrage,
- les rapports relatifs à la sécurité des personnes contre les risques d'incendie et de panique (rapports de vérifications réglementaires après travaux), établis par des organismes agréés, devront être fournis à la commission sécurité,

Ses documents sont fournis par le maître d'ouvrage.

### **Accessibilité :**

Les textes relatifs à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public doivent être strictement respectés.

Il est rappelé qu'un avis tacite de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées ne dédouane pas le demandeur de ses responsabilités en cas de non-respect des règles applicables en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées.

## **Article 2**

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Le 03 Avril 2019,

Le Maire,



Pour le Maire  
l'adjoint délégué

Pierre VERRI

Claude SERGENT

*DELAIS ET VOIES DE RECOURS : Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).*

*Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent.*